

QUEL AVENIR POUR LE GAZ EN EUROPE ?

POINT DE VUE :

LE GAZ, POUR UN MIX ÉQUILIBRÉ

DÉBAT : LE PARADOXE EUROPÉEN

AU CŒUR DE L'UNION :

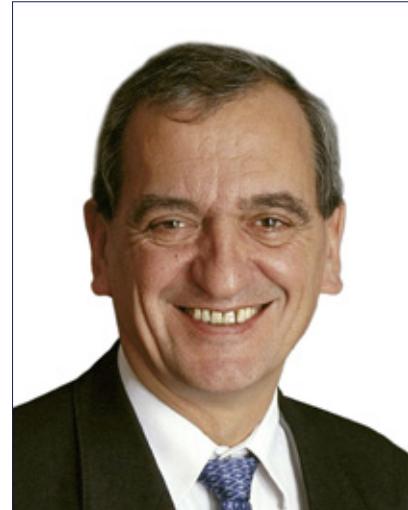
EDISON, UN ATOUT POUR LE GROUPE
À BRUXELLES

POINT DE VUE

LE GAZ, POUR UN MIX ÉQUILIBRÉ

BRUNO LESCOEUR

Directeur général,
Edison



© LOREM IPSUM

Le gaz, avec 23% de la consommation finale d'énergie primaire, est la deuxième composante du portefeuille énergétique européen juste après le pétrole. Flexible, le gaz a vocation à devenir notre principal combustible de transition, alors que nous intégrons chaque jour plus d'énergies renouvelables dans les systèmes énergétiques, et au moment où émergent de nouvelles perspectives d'approvisionnement et d'utilisation du gaz. Face aux incertitudes qui pèsent sur nos choix énergétiques, le gaz doit rester une composante d'un mix équilibré et diversifié.

Le gaz est en plein essor un peu partout dans le monde. Le secteur du gaz de schiste connaît une très forte croissance aux États-Unis et la demande augmente en Asie. Pourtant, en Europe, nombre de centrales à gaz flambant neuves sont à l'arrêt la plus grande partie de l'année, sorties du marché au profit des énergies renouvelables, voire remplacées par le charbon

dans certains pays. En outre, depuis la crise, la demande a sensiblement baissé en Europe.

Conscients de l'ampleur des problèmes géopolitiques impliquant les principaux fournisseurs de l'Europe, devrions-nous nous satisfaire d'un marché stagnant, voire déclinant ? Pour bien comprendre pourquoi le gaz doit rester au centre de notre attention, il faut revenir à l'un des fondamentaux de notre métier: la gestion pragmatique des risques et des opportunités.

tive et équilibrée doit favoriser les investissements dans des infrastructures qui renforceront les capacités d'acheminement du gaz en Europe, et promouvoir la production nationale. Une telle stratégie assurera aussi la qualité des relations avec un portefeuille de fournisseurs tout en renégociant les contrats pour en améliorer la rentabilité. Elle devra enfin encourager la construction de centrales au gaz, là où celles-ci peuvent contribuer à la stabilité du système et à la réduction des émissions.

C'est précisément ce que fait EDF, notamment grâce à Edison. Nous contribuons par notre stratégie à la viabilité du gaz en Europe, pour être demain en position de réagir aux fluctuations qui pourraient affecter le marché. EDF vise à tirer pleinement parti de la capacité qu'a le gaz à contribuer à la maîtrise des prix de l'énergie, à assurer la stabilité du système et à accompagner la transition énergétique.

“Le gaz doit rester une composante d'un mix équilibré et diversifié.”

Comment, dans cette perspective, envisager le gaz ? Une stratégie à la fois pro-ac-

DÉBAT

LE PARADOXE EUROPÉEN



© LOREM IPSUM



© LOREM IPSUM

JEAN-ARNOLD VINOIS

Conseiller de *Notre Europe*
pour les enjeux de politique
énergétique européenne

FABRICE NOILHAN

Responsable Etudes et Déve-
loppelement au sein des Péri-
mètres Gaz et Europe du Sud

QUEL AVENIR POUR LE GAZ EN EUROPE ?

*Quel est le rôle du gaz dans le système éner-
gétique européen ? Fonctionne-t-il vraiment
comme l'énergie de transition dont nous
avons besoin pour décarboner le mix sur le
long terme ? En quoi le secteur gazier est-
il différent en Europe du reste du monde ?
Pourquoi l'Europe est-elle confrontée à des
problèmes aussi bien du côté de l'offre que de
celui de la demande, et que faudrait-il faire
pour y remédier ?*

*Nous nous sommes entretenus avec Fabrice
Noilhan et Jean-Arnold Vinois à propos
de la situation actuelle sur le marché euro-
péen du gaz, des dynamiques à l'œuvre et
du contexte existant, ainsi que des perspec-
tives d'avenir. Nous leur avons également
demandé ce que pouvaient faire les entre-
prises du secteur énergétique de l'UE, et plus
généralement de l'Europe, pour que le gaz
joue véritablement son rôle dans le mix.*

QUELLE EST LA SITUATION DU MARCHÉ DU GAZ EN EUROPE ?

JAV : Le gaz est sans doute le vecteur d'énergie qui a connu le plus grand succès au cours de ces quinze dernières années parce c'est le seul vecteur qui a continué à croître de façon permanente, en raison du développement des applications (chauffage, industrie et surtout électricité,) et de son empreinte carbone acceptables par rapport au pétrole et au charbon. Cette croissance s'est arrêtée il n'y a pas très longtemps. En 2010, il y a eu un vrai coup

d'arrêt sur le gaz en Europe, dû à la crise éco-
nomique et au fait que le secteur électrique
délaisse le gaz au profit des renouvelables, ce
qui est souhaité, mais aussi du charbon, qui
bénéficie du faible prix du carbone. Le para-
doxe c'est que les Etats-Unis, au même mo-
ment, parviennent à réduire leurs émissions de CO2 parce qu'ils sont en train de remplacer
le charbon par le gaz devenu abondant grâce
au gaz de schiste.

Il y a néanmoins des perspectives positives
pour le gaz qui pourraient compenser les
pertes survenues dans le secteur de l'électri-

⁽¹⁾ *Gaz Naturel Liquéfié*

cité aujourd’hui tel le GNL¹ dans le secteur maritime et le transport routier. Par ailleurs, le gaz me semble devoir rester important dans le secteur électrique comme back-up des énergies renouvelables à la condition que ce soit avec des unités de production beaucoup moins grandes et plus flexibles que le parc actuel.

FN : Alors que la production électrique était le principal vecteur de croissance de la demande gazière européenne, elle devient la problématique principale, car la baisse de la demande électrique européenne se conjugue d'une part à une augmentation de la production d'énergie non-centralisée, à base d'énergie éolienne ou photovoltaïque, et d'autre part à l'augmentation de la production à base de charbon ou lignite, par exemple en Allemagne.

Tout cela crée une situation de «squeeze» pour la production d'électricité à partir de gaz alors même que le gaz se trouve être de façon bien partagée, une énergie de transition efficace économiquement. Le paradoxe, c'est qu'il y a un avenir pour le gaz en 2025, 2030 qui paraît incontestable et nécessaire pour satisfaire l'ensemble de nos objectifs, notamment climatiques, et pour autant c'est une énergie qui est en recul aujourd'hui.

LA SÉCURITÉ D'APPROVISIONNEMENT SEMBLE ÊTRE LA QUESTION NUMÉRO 1 QUAND ON PARLE DU GAZ EN EUROPE. QU'EN EST-IL ?

FN : Après près de 40 ans de livraisons stables en gaz russe, l'Europe de l'Ouest a subi d'abord une baisse en 2006, puis un arrêt d'une partie des livraisons en 2009, qui ont remis au premier plan la question de la sécurité d'approvisionnement. Il s'agit donc d'une préoccupation relativement nouvelle liée à une tension extrême entre la Russie et l'Ukraine. Mais historiquement le gaz a été une énergie fiable, constituée à partir de partenariats entre producteurs et consommateurs, avec une diversification d'approvisionnement du moins en ce qui concerne l'Europe de l'Ouest, et caractérisée par un prix relativement stable, sans à-coups, et avec une faible volatilité faible.

GNL OU GAZ NATUREL ?

Le gaz naturel liquéfié peut être transporté par bateau sur de grandes distances, ce qui permet d'exploiter des réserves situées dans des régions reculées. Cette ressource a également pour avantage d'autoriser une grande souplesse en termes de voies d'acheminement. La chaîne d'approvisionnement du GNL fait appel à d'énormes infrastructures, depuis les installations de liquéfaction jusqu'aux terminaux de regazéification, qui représentent des milliards d'euros d'investissement. Le GNL a représenté en 2012 18% des importations de gaz naturel de l'Europe, contre 24% en 2011. Avec 19 terminaux d'importation et 142 centres de stockage, l'Europe est le deuxième marché mondial pour le GNL, après l'Asie du Sud (le Japon étant le plus gros marché national). Les importations européennes de GNL ont baissé en 2013 pour la deuxième année consécutive, au profit, en grande partie, des marchés plus lucratifs de la région Pacifique et de l'Amérique latine.

JAV : On s'est rendu compte avec l'élargissement de l'Union européenne en 2004 et 2007 que tous les pays d'Europe centrale et orientale étaient extrêmement dépendants de Gazprom et de la Russie avec lesquels ces pays et leurs principales entreprises énergétiques ont conclu des traités et des contrats commerciaux à long terme. La domination de Gazprom sur l'approvisionnement gazier de ces pays a conduit la Direction Générale de la Concurrence à enquêter sur le comportement de Gazprom : fragmentation du marché, discrimination des prix, contrôle de l'infrastructure etc...

On est actuellement dans l'impossibilité d'imposer la règle de droit dans les relations gazières avec la Russie et cela notamment parce que l'on n'a pas un marché global. Ce n'est pas le cas avec le pétrole alors que un tiers du pétrole de l'Union provient de Russie. La raison principale en est que le pétrole est un marché mondial alors que le gaz est un marché régional dans lequel Gazprom jouit d'une position forte lui permettant de fixer les prix.

⁽²⁾ Conseil d'Assistance Economique Mutuelle, ancienne organisation d'entraide économique du bloc communiste, dissoute en 1991

FACE À CETTE SITUATION, Y A-T-IL UNE POLITIQUE EUROPÉENNE DU GAZ ?

FN : Le gaz est assez clivant. Les réseaux gaziers que l'on a aujourd'hui reproduisent la situation géopolitique d'il y a trente à quarante ans. Ce qui veut dire que tous les pays du Comécon² sont encore reliés essentiellement, voire exclusivement, aux centres de production de gaz russe, ce qui crée une dépendance ou une fragilité par rapport au comportement d'acteurs – en l'occurrence de Gazprom, ce qui génère un grand sentiment d'anxiété.

C'est une situation que ne connaissent pas les opérateurs de l'Europe de l'ouest qui ont diversifié leurs approvisionnements. L'Italie par exemple est alimentée par la Libye, l'Algérie, le Qatar, la Russie, la Norvège. Donc on a une relation beaucoup plus apaisée que lorsque l'on dépend essentiellement d'un seul tuyau, d'un seul fournisseur.

C'est la raison pour laquelle nous avons du mal à définir une vraie politique européenne de l'énergie. Ce d'autant plus que si le gaz se transporte relativement facilement, c'est avec un coût élevé, donc il n'est pas envisageable aujourd'hui que les pays d'Europe de l'Ouest puissent envoyer du gaz de façon massive vers l'Europe de l'Est ; le coût du transport est trop élevé et toutes les mesures relativement récentes qui ont été mises en place pour favoriser les interconnexions restent quand même d'ampleur assez limitée.

JAV : Il n'y a pas de politique gazière de l'Union Européenne parce que le choix du mix énergétique est laissé aux Etats Membres. Pour autant, l'Union Européenne s'occupe beaucoup du gaz puisqu'elle entend développer un marché européen du gaz à travers des directives et des règlements s'appuyant sur la coopération des régulateurs et des transporteurs et qu'elle soutient le développement d'un réseau de gazoducs très maillé et flexible, de

stockages, de terminaux GNL, en favorisant au maximum l'interconnectivité de toutes ces infrastructures dans un souci de diversification des approvisionnements.

LES INFRASTRUCTURES SEMBLENT DONC ÊTRE AU CŒUR DES QUESTIONS GAZIÈRES EN EUROPE. QUELLES SONT LES PERSPECTIVES DANS CE DOMAINE ?

JAV : La crise de janvier 2009 a mis en évidence les absences d'interconnexions et surtout l'absence de flexibilité des interconnexions, particulièrement entre l'Ouest de l'Europe bien diversifié et approvisionné et l'Est de l'Europe quasi exclusivement dépendant de Gazprom et de la route ukrainienne. C'est comme cela que

l'on a mis le doigt sur l'absence de flux-rebours, aujourd'hui largement corrigée, et sur la nécessité de disposer de gazoducs bi-directionnels, gérés par des gestionnaires d'infrastructure indépendants des fournisseurs. Cela l'Europe a largement réussi à le faire au cours de ces dernières années, et les récents « stress-tests » en

vue d'une éventuelle crise russo-ukrainienne l'ont démontré. Il y a encore des régions qui sont mal connectées, la Bulgarie et les pays baltes par exemple. Mais tout cela est en train d'évoluer et on a pu mettre beaucoup d'argent européen sur la table pour dépasser les intérêts contraires à de telles interconnexions.

FN : Concernant le développement des infrastructures, il ne faut pas oublier qu'à la fin c'est le consommateur qui paie. Tout cela a un coût, et je pense que notre responsabilité d'acteur économique, au-delà des décisions ou des orientations plutôt de nature politique, c'est d'essayer de trouver un optimum entre augmenter des interconnexions au-delà des besoins exprimés par l'industrie gazière pour augmenter la solidarité entre pays, et le faire à un coût qui ne soit pas déraisonnable pour la communauté.

QUELLES SONT LES AUTRES OPTIONS DE L'EUROPE POUR S'APPROVISIONNER EN GAZ ?

JAV : Le GNL est une belle solution parce que vous avez des terminaux GNL assez bien répartis géographiquement en Europe. Le

problème avec le GNL actuellement, c'est « l'effet Fukushima », à savoir que les Japonais mais aussi les Coréens et les Chinois achètent le GNL un peu partout dans le monde à un prix qui est trop élevé pour l'Europe. Donc on a un vrai problème de prix sur le GNL alors qu'il a été pendant tout

un temps prisé en Europe et a représenté à peu près 25% de la consommation européenne. Mais aujourd'hui, cette part est retombée à 15% à cause de ce problème de prix. Le gaz de schiste pourrait être un moyen de renforcer la diversification nécessaire à l'obtention d'un prix raisonnable du gaz. Bien sûr, son exploitation soulève des problèmes environnementaux qu'il faut adresser pour assurer son acceptation par le public. En Europe, je ne crois pas que ce sera un « game changer » comme on le voit aux Etats-Unis.

FN : Le gaz de schiste ne sera pas la solution sur le long terme qui sauvera l'Europe. Pour obtenir une production conséquente de gaz de schiste, et à condition que les conditions géologiques soient réunies, il faut en tout état de cause une phase d'apprentissage longue, à commencer par la création des usines qui vont créer les appareils de forage. Nous sommes donc dans une phase d'amorçage qui prendra au moins une bonne dizaine d'années et dont le succès est loin d'être garanti. Aussi nous sommes convaincus que le gaz de schistes ne sera pas la solution miracle et que le recours au GNL sera indispensable.

L'UNION EUROPÉENNE PARVIENT-ELLE À PARLER D'UNE SEULE VOIX DANS LE DOMAINE DU GAZ ?

FN : La France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie et peut-être aussi l'Autriche.... ne jouent pas aussi collectif qu'on pourrait

« En tant qu'électricien, on ne peut pas se désintéresser du gaz. »

théoriquement le souhaiter. Mais c'est bien là le paradoxe de la politique énergétique européenne : lorsqu'on évoque le concept de parler d'une seule voix, on souhaite que les États s'accordent entre eux, dans un consensus créé autour du Conseil ou de la Commission européenne. Or, la politique énergétique européenne a plutôt essayé de placer les entreprises au centre des décisions économiques et c'est un succès. Aujourd'hui, il est absolument clair que les relations sont d'abord des relations d'entreprises avec les pays producteurs sous l'égide de leurs États membres.

Et si on aura du mal à faire parler des entreprises d'une seule voix car elles sont fondamentalement concurrentes, leur coopération sur des projets concrets est déjà une réalité, par exemple sur le projet South Stream.

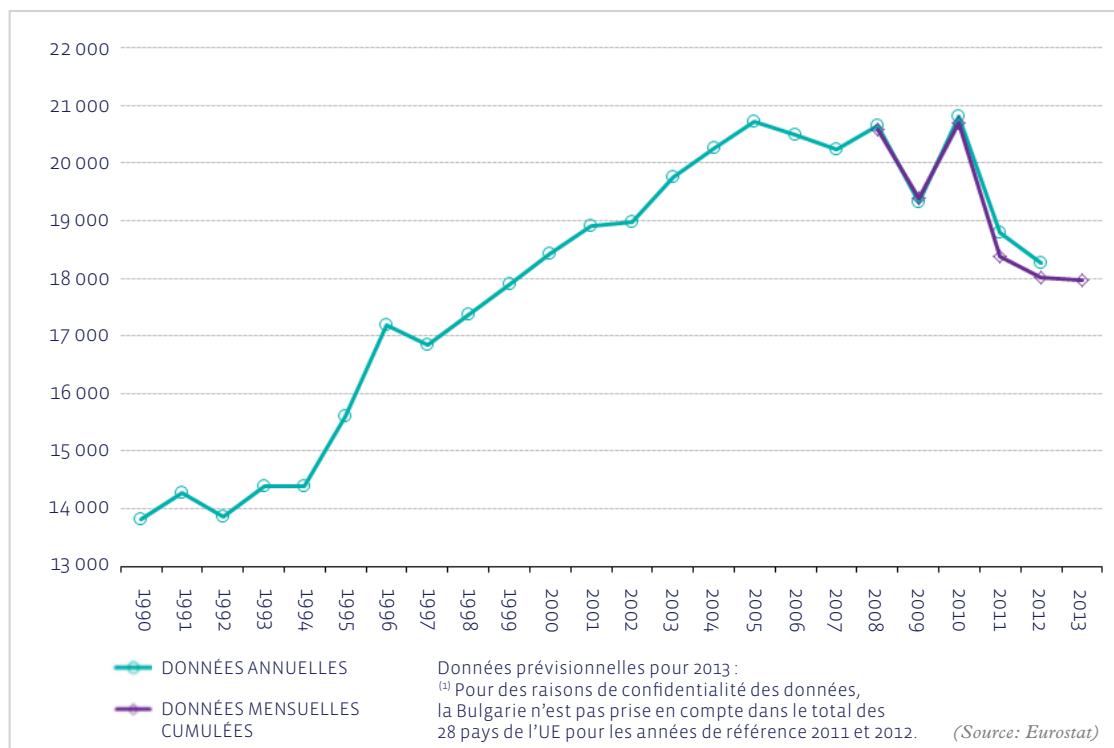
JAV : L'énergie est clairement un domaine dans lequel on a une intervention forte de l'Union à travers le marché intérieur et d'autres mécanismes, tels que le contrôle des aides d'Etats ou l'application des règles de concurrence. En même temps, on a une compétence forte des Etats membres en matière de choix du bouquet énergétique, en matière d'exploitation des ressources et en matière de taxation de l'énergie. Peut-on arriver à dégager un projet suffisamment commun pour parler d'une seule voix vis-à-vis des pays tiers ? Telle est l'ambition de l'Union énergétique approuvée par le Conseil européen du 24 octobre 2014 sur proposition de la Commission. Reste à voir son contenu et sa mise en œuvre qui seront débattus dans les mois qui viennent. Dans l'Energie, on a encore des accords intergouvernementaux entre Etats membres et pays tiers comme la Russie mais désormais ils doivent être notifiés. A mon avis, il faut aller plus loin. Il faut qu'on puisse déterminer une politique externe de l'énergie qui doit pouvoir s'exprimer de façon univoque dans les relations bilatérales entre l'Union européenne et les grands partenaires énergétiques comme la Russie, les pays de la Caspienne et du Golfe et les Etats-Unis et dans les organisations internationales comme l'Agence Internationale de l'Energie, l'OMC et les autres les forums internationaux.

COMMENT UNE ENTREPRISE COMME EDF SE POSITIONNE-T-ELLE DANS LE PAYSAGE GAZIER EUROPÉEN ?

JAV : Etant partisan d'une plus grande concurrence dans le secteur, pour des raisons d'efficacité et de satisfaction du consommateur, je considère que l'engagement d'EDF dans le gaz va tout à fait dans le sens de la création d'un marché européen de l'énergie et de sa projection sur le monde extérieur. Mais il est aussi essentiel de garder à l'esprit la solidarité européenne et la nécessité de parler le même langage aux pays tiers. Je suis convaincu que la France et un de ses représentants les plus emblématiques qu'est EDF sont des acteurs essentiels dans cette évolution vers l'Union énergétique.

FN : En tant qu'électricien, on ne peut pas se désintéresser du gaz car cela reviendrait à dire que d'une part on renonce à nos ambitions à l'aval pour les clients qui demandent de plus en plus à avoir l'électricité et le gaz chez le même fournisseur, et que d'autre part on renonce à un moyen de production électrique indispensable pour l'optimisation de notre parc de production. Se préoccuper des enjeux gaziers est donc nécessaire. L'ouverture des marchés poussée par la Commission européenne nous a permis d'entrer dans cette industrie aux côtés des acteurs historiques. Nous avons maintenant le cadre réglementaire, les outils industriels et les compétences - notamment avec Edison - pour faire face à cet enjeu.

CONSOMMATION INTÉRIEURE BRUTE DE GAZ DANS LES 28 PAYS MEMBRES DE L'UE (EN MILLIERS DE TÉRAJOULES)



INSIDE VIEW

EDISON : UN ATOUT POUR LE GROUPE À BRUXELLES

VALERIA PALMISANO

*Conseillère politique européenne
énergie climat, Edison*



© LOREM IPSUM

QUELS SONT VOS PRINCIPAUX OBJECTIFS ET RÉALISATIONS AU SEIN DU BUREAU BRUXELLOIS D'EDISON ?

Je travaille depuis sept ans au département des Affaires européennes d'Edison, où je m'occupe de défendre les intérêts d'Edison, en étroite collaboration avec les différentes équipes du Groupe EDF, sur des questions aussi variées que la sécurité énergétique et les politiques climatiques et environnementales. J'ai en particulier accompagné différentes divisions d'Edison qui ont soumis avec succès la candidature de nos projets d'infrastructures gazières à des programmes de financements de l'UE – notamment le Plan européen de relance économique et les Projets d'intérêt commun prévus dans le cadre du dispositif « Connecting Europe Facility ». Parallèlement, je représente les intérêts d'Edison au sein des groupes de travail de plusieurs associations européennes du secteur de l'énergie, comme Eurelectric ou l'EFET. Je préside en outre depuis trois ans un autre groupe de travail spécialisé mis en place par Eurogas – une organisation où Edison représente également les intérêts gaziers du Groupe EDF – et qui a pour mission de répondre aux exigences législatives et réglementaires de l'UE en matière de transparence et de surveillance du marché.

QUELS SONT LES GRANDS SUJETS D'ACTUALITÉ AUXQUELS VOUS ÊTES CONFRONTÉE SUR LES MARCHÉS EUROPÉENS DU GAZ ?

Il va sans dire que nous suivons de très près l'évolution des relations entre l'UE et la Fédération de Russie, ainsi que les conséquences qu'elles pourraient avoir sur l'approche européenne de la question de la sécurité de l'approvisionnement en gaz cet hiver. Edison doit être en permanence au fait de ce qui se passe à Bruxelles. Cela fait partie de mes responsabilités au quotidien. Je suis de très près la manière dont progressent les initiatives formulées par l'UE. Le soutien aux actions que nous avons engagées dans le secteur des infrastructures, où nous avons plusieurs projets stratégiques en cours destinés à diversifier aussi bien les voies que les sources d'approvisionnement, constitue également l'une de nos priorités actuelles, et non des moindres. A plus long terme, Edison doit également renforcer son rôle de facilitateur au sein des associations et auprès des institutions européennes qui soutiennent nos initiatives en matière d'infrastructures. Aucune solution assurant la sécurité de l'approvisionnement aux consommateurs ne peut être envisagée sans le soutien de ceux qui assurent concrètement le commerce et l'acheminement du gaz.

L'UE examine actuellement de nouveaux outils qui permettraient d'assurer la sécurité d'approvisionnement grâce à des mécanismes de solidarité.

L'« Union énergétique », notamment, est une idée particulièrement intéressante, qui permettrait de réformer la manière dont les décisions sont prises au sein de l'UE en matière d'énergie. C'est un concept qu'il reste à définir précisément, mais qui aura des implications pour le secteur gazier. On assiste actuellement à des débats de plus en plus vifs à ce sujet et nous ne manquerons pas cette occasion de faire valoir nos positions.

TROUVEZ-VOUS DIFFICILE DE FAIRE ENTENDRE LA VOIX D'EDISON À BRUXELLES ?

Ce qui m'a le plus frappée quand j'ai découvert ce monde bruxellois en perpétuelle effervescence, c'est le fait que ceux qui élaborent les politiques et, plus généralement, l'ensemble des parties prenantes, sont tout à fait disposés à entendre ce que l'industrie a à dire. Ce n'est pas toujours le cas en Italie par exemple... Bien sûr, être entendu est une chose et être écouté en est une autre !

Mais si je repense à de nombreux dossiers sur lesquels j'ai eu le privilège de travailler, je peux dire que nous avons réussi à ce que la voix d'Edison soit non seulement entendue, mais également écoutée. La qualité des informations que nous faisons passer aux parties prenantes et aux décideurs – parlementaires européens, attachés du Conseil chargés de l'énergie, secrétariat de telle ou telle association – a été appréciée et a souvent

eu une influence déterminante sur le résultat final. J'ai la chance de pouvoir ainsi faire le point sur les connaissances et l'expertise de nos propres métiers et c'est pour moi une expérience professionnelle extrêmement enrichissante.

Présent à Bruxelles depuis 2000, Edison s'est clairement imposé comme un nouveau venu à même non seulement de proposer d'importants projets d'infrastructures, mais également d'apporter une réelle contribution au débat sur le développement du marché européen du gaz et de l'électricité.

EN QUOI LA VOIX D'EDISON DIFFÈRE-T-ELLE DE CELLE D'EDF ?

Les principales différences (qui sont autant d'atouts) tiennent à nos histoires respectives. Edison a toujours été une entreprise privée, réactive, clairement axée sur l'Italie, où il est en position de principal challenger, ou la Grèce, où nous sommes également présents et où nous prônons une évolution du marché vers plus de concurrence. Edison est bien entendu connu pour ses compétences dans le secteur des hydrocarbures, qui déterminent notre stratégie d'investissement dans le gaz et nos activités en amont. Notre expertise dans le domaine du gaz s'illustre

notamment dans notre capacité à intervenir dans des milieux géographiques difficiles. Grâce à ces compétences spécifiques, nous avons accès à des délégations nationales, certaines institutions européennes et parties prenantes auxquelles le Groupe n'a pas eu accès auparavant, ou du moins pas de la même manière.

« La qualité des informations que nous faisons passer aux parties prenantes et aux décideurs a été apprécié »

NEWS

LES TEMPS FORTS DES AFFAIRES EUROPÉENNES AUTOMNE 2014



Lorem ipsum

LES GRANDS RENDEZ-VOUS D'EDF

DÉJEUNERS-DÉBATS

Les 13 et 28 octobre, à Bruxelles

EDF poursuit son cycle de déjeuners-débats, avec deux sujets d'actualité : « L'effacement, nouvelle baguette magique ? », événement co-présidé par Philippe Torrion (Directeur Optimisation et Trading chez EDF) et Guy Buckenham (responsable de la politique et de la régulation amont chez EDF Energy) ; et « Coûts de l'énergie et subventions », animé par Fabien Roques, vice-président de Compass Lexecon.

HISTOIRES DE START-UPS N°2

« Comment canaliser le dynamisme des start-ups innovantes »

Le 2 octobre 2014, à Bruxelles

EDF a apporté son soutien à ce rendez-vous organisé par Logos et consacré à la réforme du système communautaire d'échange de quotas d'émissions (ETS). Michel Matheu, directeur du Pôle Stratégie UE à la Direction des Affaires Européennes, a pris part à une table ronde, en compagnie de représentants du secteur et des institutions européennes.

ATELIER AU PARLEMENT EUROPÉEN SUR LE SYSTÈME COMMUNAUTAIRE D'ÉCHANGE DE QUOTAS D'ÉMISSIONS (ETS)

En collaboration avec Logos

Le 25 septembre 2014, à Bruxelles

EDF a apporté son soutien à ce rendez-vous organisé par Logos et consacré à la réforme du système communautaire d'échange de quotas d'émissions (ETS). Michel Matheu, directeur du Pôle Stratégie UE à la Direction des Affaires Européennes, a pris part à une table ronde, en compagnie de représentants du secteur et des institutions européennes.

LA SÉCURITÉ DE L'APPROVISIONNEMENT : MAILLON FAIBLE DE LA POLITIQUE ÉNERGIE-CLIMAT DE L'UNION EUROPÉENNE ?

En partenariat avec PubAffairs

Le 20 janvier 2015, à Bruxelles

EDF parrainera un débat sur le rôle que peut jouer la politique énergétique actuelle en matière de renforcement de la sécurité de l'approvisionnement en Europe.

PRÉSENTATION DU PROJET SMART ELECTRIC LYON

Printemps 2015, à Lyon

EDF accompagnera à Lyon des représentants de l'Union européenne, pour leur présenter le projet Smart Electric Lyon et leur faire rencontrer des responsables et des clients locaux, parties prenantes de cette expérience.

LES PROCHAINS RENDEZ-VOUS

RÉCEPTION ANNUELLE D'EDF

Le 18 décembre 2014, à Bruxelles

La Direction des Affaires européennes organise sa deuxième réception annuelle, à laquelle seront invités nos interlocuteurs au sein des institutions européennes, des associations et du monde de l'énergie.



Lorem ipsum